Questions orales

M. MacGuigan: Monsieur l'Orateur, le premier ministre assurera-t-il au moins à la Chambre qu'une enquête sera ouverte si des stations-service réalisent aujourd'hui des bénéfices exorbitants dans certaines régions du pays?

M. Clark: Monsieur l'Orateur, c'est une question très hypothétique. J'ai déjà dit au premier député qui a soulevé cette question à la Chambre aujourd'hui que nous avons vérifié si les précautions d'usage aurait été prises pour éviter toute fuite concernant le budget. Elles l'ont été et, à notre connaissance, elles ont été respectées.

M. l'Orateur: Le député de Windsor-Ouest a une question supplémentaire.

M. Gray: Monsieur l'Orateur, il ne s'agit pas d'une question supplémentaire.

* * *

LES SYNDICATS

NOUVELLE-ÉCOSSE—LA PRÉSUMÉE VIOLATION DE LA
CONVENTION DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU
TRAVAIL

M. John Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre du Travail. Étant donné que le gouvernement de la Nouvelle-Écosse a présenté l'infâme loi Michelin, qui oblige tous les travailleurs d'usines interdépendantes à s'affilier en même temps au même syndicat, étant donné que cette loi est contraire à la convention 87 de l'Organisation internationale du travail, que le Canada a ratifiée, et contrevient également à la législation canadienne du travail comme au Code fédéral au travail, le ministre dirait-il à la Chambre quelle est sa réaction face à ce genre de loi et s'il entend s'en inspirer pour de futures modifications du Code canadien du travail?

● (1420)

L'hon. Lincoln M. Alexander (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, le député ne voudrait sûrement pas que je commente des mesures qui sont strictement de compétence provinciale, et il n'y a aucun doute à cet égard. Sauf erreur, ce que veut le député c'est que la base des négociations soit élargie. Sans doute se souvient-il du rapport Bairstow qui a été présenté il y a environ un an et qui y voyait une affaire que le gouvernement fédéral devrait étudier très attentivement.

Il peut compter que le gouvernement fédéral étudie en effet très attentivement la possibilité d'élargir la base des négociations, mais nous n'avons sûrement pas l'intention de couper l'herbe sous le pied du gouvernement de la province. En un mot, je sais que le député ne faisait que me taquiner lorsqu'il m'a demandé de commenter une affaire strictement de compétence provinciale.

M. Rodriguez: Monsieur l'Orateur, c'est au premier ministre que je pose ma question supplémentaire. Étant donné que c'est le Canada et non pas le gouvernement de la province de la Nouvelle-Écosse qui a signé la convention n° 7 de l'OIT, que le gouvernement fédéral a en quelque sorte partie liée avec la société Michelin du fait qu'il lui a consenti des subventions du MEER, des concessions douanières et un amortissement accéléré de ses frais d'immobilisations, et que cette société

[M. Clark.]

demande présentement au gouvernement d'ajouter encore à ce traitement de faveur, le premier ministre donnerait-il à la Chambre l'assurance qu'il ne signera aucun accord avec cette société qui fait fi à ce point des lois ouvrières civilisées tant au Canada que dans le reste du monde?

Le très hon. Joe Clark (premier ministre): Monsieur l'Orateur, malgré son enthousiasme, le député a certainement remarqué que seul le gouvernement fédéral a le pouvoir de signer des ententes internationales, mais, comme le ministre du Travail l'a dit, il incombe exclusivement au gouvernement provincial de régler le conflit en question.

M. Rodriguez: Monsieur l'Orateur, j'ai posé une question très précise au premier ministre et il n'y a pas répondu. Je vais donc la répéter. Étant donné que jusqu'ici le gouvernement fédéral s'est montré très généreux envers la société Michelin Tires en lui accordant des subventions du MEER et toutes sortes de concessions d'autre nature, que cette société revient maintenant à la charge et que l'initiative de la Nouvelle-Écosse ternit la réputation du Canada en matière de relations ouvrières, je voudrais que le premier ministre me dise s'il compte rappeler à la société tous les avantages qui lui ont été accordés jusqu'à maintenant pour obtenir d'elle certaines concessions en ce qui concerne l'embauche de travailleurs qui ne sont pas déjà à l'emploi des usines interdépendantes?

M. Clark: Monsieur l'Orateur, beaucoup d'entre nous se demandent quel genre de régime draconien le Nouveau parti démocratique imposerait aux Canadiens si jamais il prenait le pouvoir.

Des voix: Oh, oh!

M. Clark: Quant à mon gouvernement, je puis assurer sans aucune réserve au député qu'il ne refusera jamais de fournir une aide financière aux Canadiens, aux sociétés canadiennes ou aux syndicats ouvriers canadiens simplement parce qu'ils sont en conflit avec les gouvernements provinciaux.

M. Rodriguez: Une dernière question supplémentaire, monsieur l'Orateur.

Des voix: Oh, oh!

M. l'Orateur: La parole est au député de Windsor-Ouest.

* * *

QUESTIONS OUVRIÈRES

L'ATTITUDE DU GOUVERNEMENT CONCERNANT LA HAUSSE DU
CHÔMAGE

L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest): Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre des Finances, je voudrais poser une question au premier ministre. Lorsque les chiffres concernant le chômage ont été publiés, le mois dernier, le ministre des Finances a dit que ce n'était pas le nombre de chômeurs saisonniers qui le préoccupait mais plutôt le nombre des véritables chômeurs au Canada. Les dernières statistiques révèlent que même si la main-d'œuvre totale a diminué, le nombre des «véritables chômeurs», pour reprendre le terme du ministre des Finances, a augmenté de 28,000 le mois dernier.